

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**
Ouvriers
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)
(8^e édition. – Juin 2005)

AVENANT DU 20 JUILLET 2005
RELATIF AUX INDEMNITÉS DE PETITS DÉPLACEMENTS
(RÉGION CENTRE)

NOR : *ASET0551098M*
IDCC : 1597

Entre :

La fédération française du bâtiment région Centre ;
La délégation régionale Centre de la FFIE ;
La CAPEB Centre,

D'une part, et

L'UR FO Centre ;
La CFDT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application des articles 12-8 et 12-9 des conventions collectives nationales du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962 (entreprises de plus de 10 salariés), les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les valeurs relatives aux petits déplacements des ouvriers des entreprises du bâtiment de la région Centre comme suit à compter du 1^{er} septembre 2005.

Article 2

L'indemnité de repas est fixée à 7,60 €.

L'indemnité de repas due dans les conditions d'application de l'accord national du 14 février 1976 sera versée à tout salarié ne rentrant pas prendre son déjeuner à sa résidence habituelle.

Cette indemnité est applicable en zone 1 a depuis le 1^{er} mai 1993.

Article 3

Les indemnités de transport sont les suivantes :

Zone 1 a : jusqu'à 3 km : 0

Zone 1 b : de 3 à 10 km : 2,72 €

Zone 2 : de 10 à 20 km : 5,70 €

Zone 3 : de 20 à 30 km : 8,44 €

Zone 4 : de 30 à 40 km : 11,68 €

Zone 5 : de 40 à 50 km : 14,95 €

Article 4

Les indemnités de trajet sont les suivantes :

Zone 1 a : jusqu'à 3 km : 0

Zone 1 b : de 3 à 10 km : 2,01 €

Zone 2 : de 10 à 20 km : 3,27 €

Zone 3 : de 20 à 30 km : 4,04 €

Zone 4 : de 30 à 40 km : 5,05 €

Zone 5 : de 40 à 50 km : 6,31 €

Article 5

Les parties signataires prennent l'engagement de se rencontrer dans le courant du 1^{er} semestre 2006.

Article 6

Le texte du présent accord sera déposé aux directions départementales du travail de Bourges, Chartres, Châteauroux, Tours, Blois et Orléans, conformément au code du travail.

Fait à Orléans, le 20 juillet 2005.

(Suivent les signatures.)